

Résultats de l'enquête de mars 2017 auprès des membres à propos de la stratégie énergétique 2050 de la Confédération

Sommaire

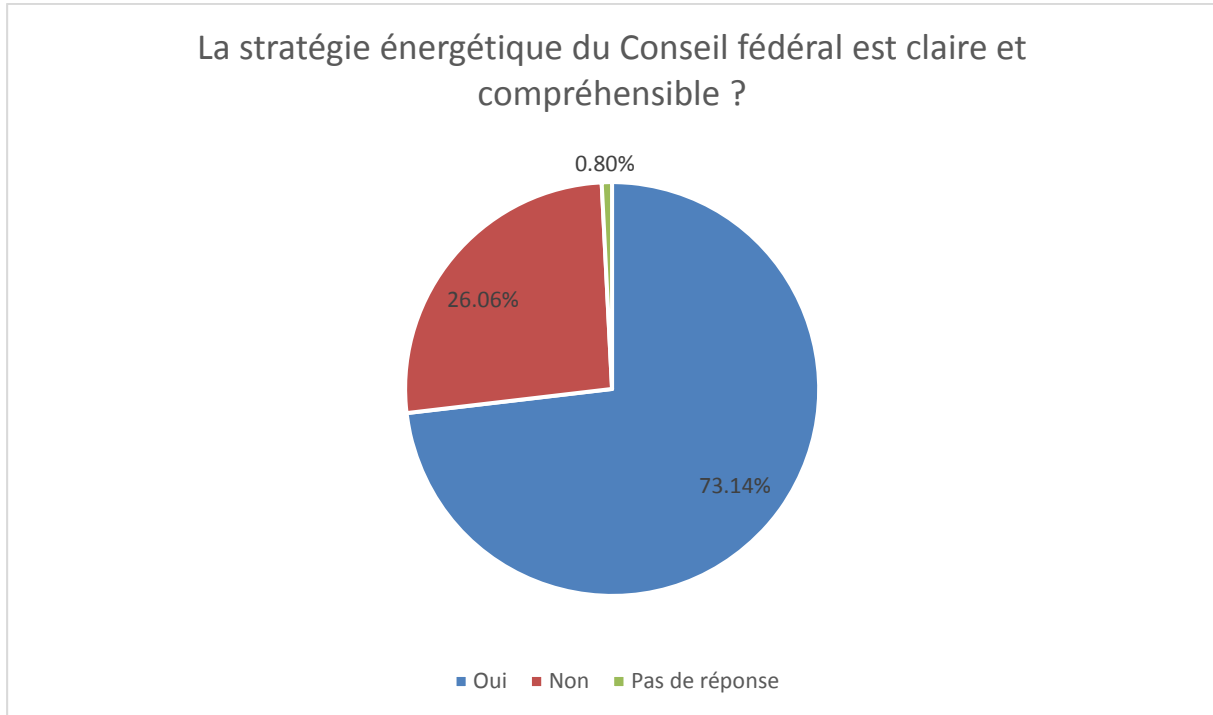
Résultats de l'enquête de mars 2017 auprès des membres à propos de la stratégie énergétique 2050 de la Confédération	1
Introduction.....	1
Attitude générale par rapport à la stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral.....	2
Appréciation de la stratégie énergétique 2050.....	3
Restriction et adaptation du comportement avec la stratégie énergétique	3
Conditions préalables pour une réalisation réussie de la stratégie énergétique	4
Les réglementations doivent être assouplies.....	4
Technologie nucléaire actuelle et développement futur.....	5
Les centrales à gaz pour la transition, les couplages chaleur-force plus souhaitables	6
Les importations d'électricité sont évaluées de manière critique	7
Les énergies renouvelables sont importantes pour la Suisse, mais ne contribuent pas toujours considérablement au remplacement des énergies fossiles et nucléaires.	8
L'état doit développer des incitations.....	9
L'impact sur le marché du travail des ingénieurs est multiple.....	10

Introduction

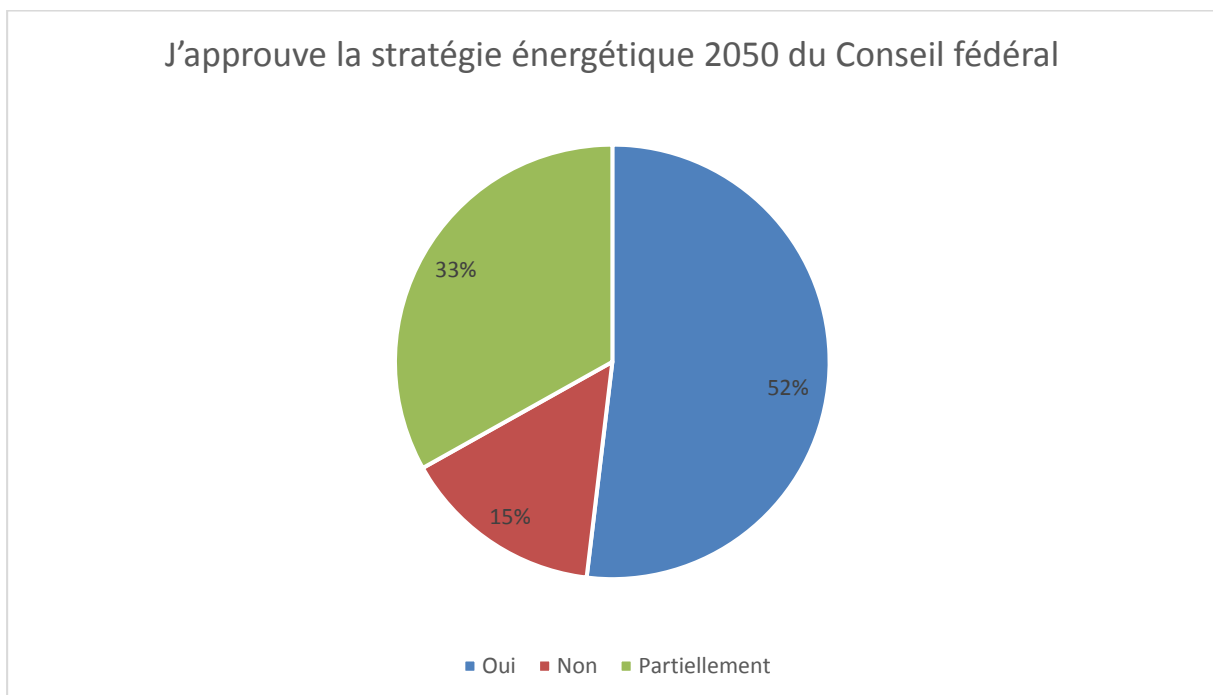
Le questionnaire a été envoyé par e-mail aux 11'390 membres de Swiss Engineering (ingénieurs et architectes) dont l'adresse de messagerie électronique est connue. L'enquête s'est déroulée du 24 février au 10 mars 2017. 1'247 membres ont répondu durant cette période (86% en allemand, 14% en français).

Attitude générale par rapport à la stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral

73% des participants considèrent la stratégie énergétique claire et compréhensible, seulement 26% sont de l'avis contraire.

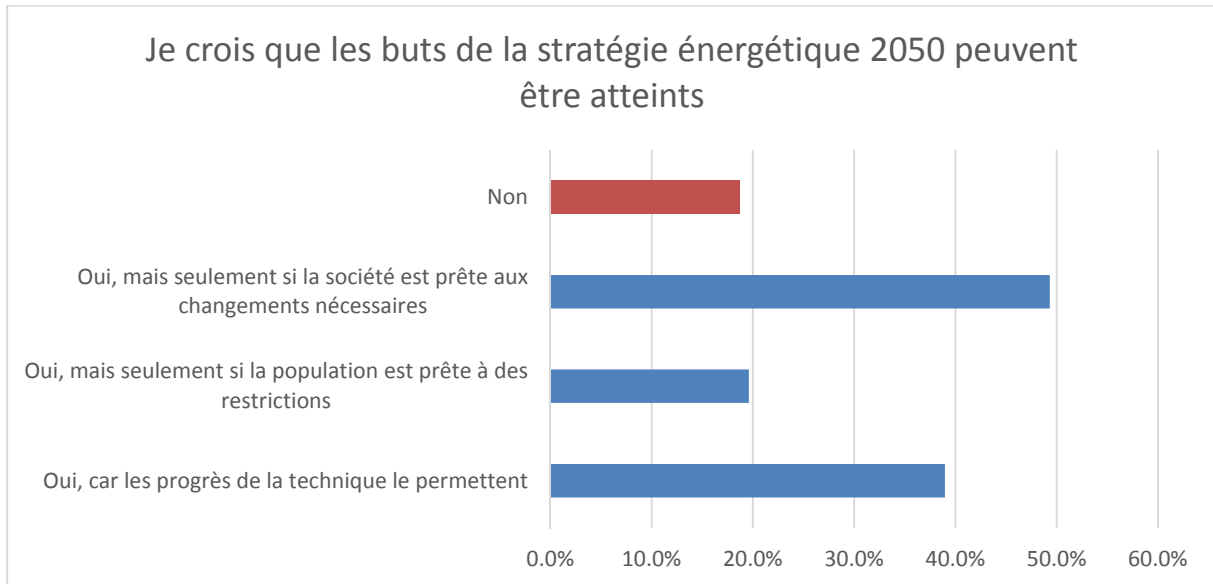


85% soutiennent la stratégie énergétique de la Confédération ou du moins partiellement, 15% la rejettent.



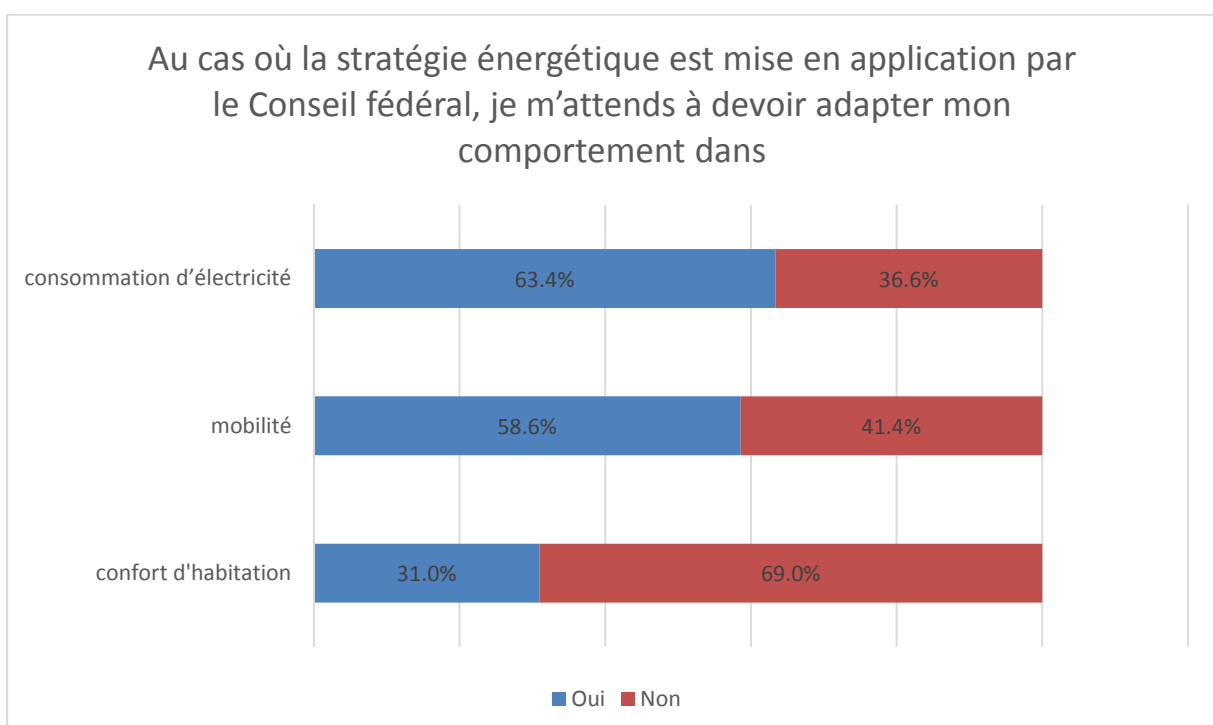
Appréciation de la stratégie énergétique 2050

A peine 19% sont convaincus sans réserve que les buts de la stratégie énergétique peuvent être atteints. 49 % estiment que les buts peuvent être atteints si la société est prête à des changements. 20% pensent que cela nécessite aussi des restrictions. 39% pensent que les progrès technologiques permettent la réalisation de la stratégie.



Restriction et adaptation du comportement avec la stratégie énergétique

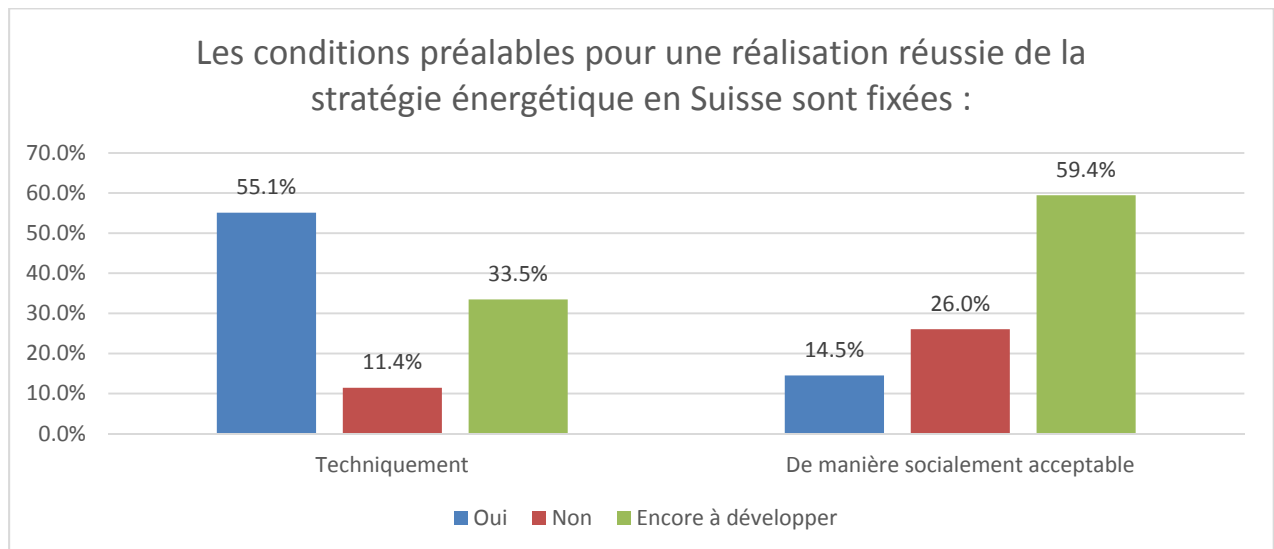
Une petite majorité est convaincue, que le comportement individuel doit être modifié. Eine leichte Mehrheit ist jedoch davon überzeugt, dass das eigene Verhalten angepasst werden muss. Environ 60% estiment aussi bien dans la consommation de courant que dans la mobilité des modifications de comportement seront nécessaires. En revanche environ 70% considèrent qu'il n'y aura pas d'adaptation de comportement concernant le confort d'habitation.



Conditions préalables pour une réalisation réussie de la stratégie énergétique

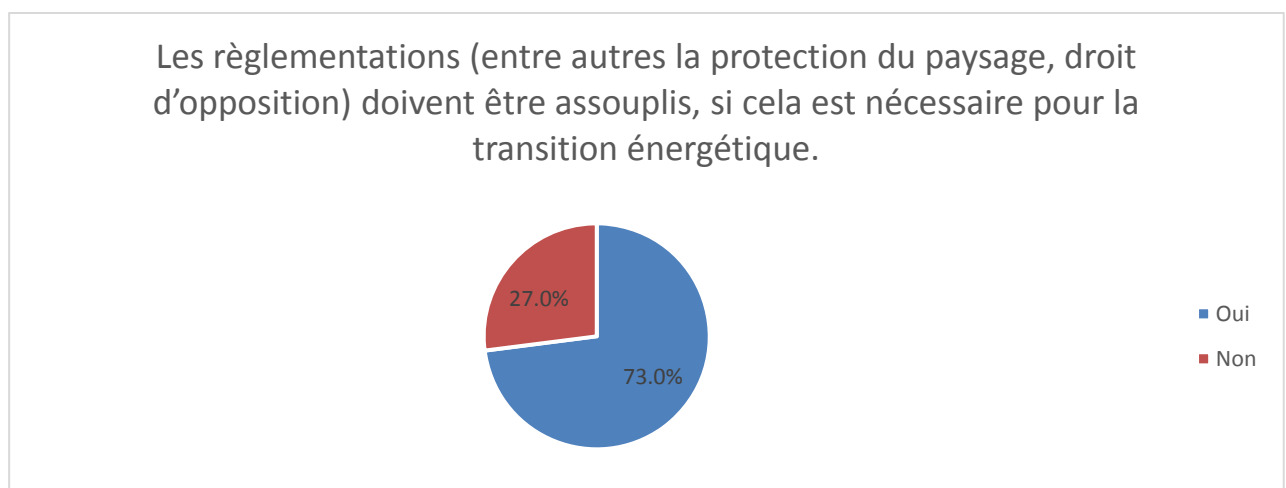
Plus de la moitié pensent, que les conditions techniques requises pour une réalisation réussie de la stratégie énergétique sont remplies. 33% sont de l'avis que ces dernières doivent encore être développées. Seulement 11% estiment qu'elles ne sont pas disponibles.

Pour les prérequis quant aux conditions sociales la situation diffère : seulement 15% que celles-ci sont remplies. 26% pensent qu'elles ne sont pas remplies. La majorité voit un développement comme nécessaire.



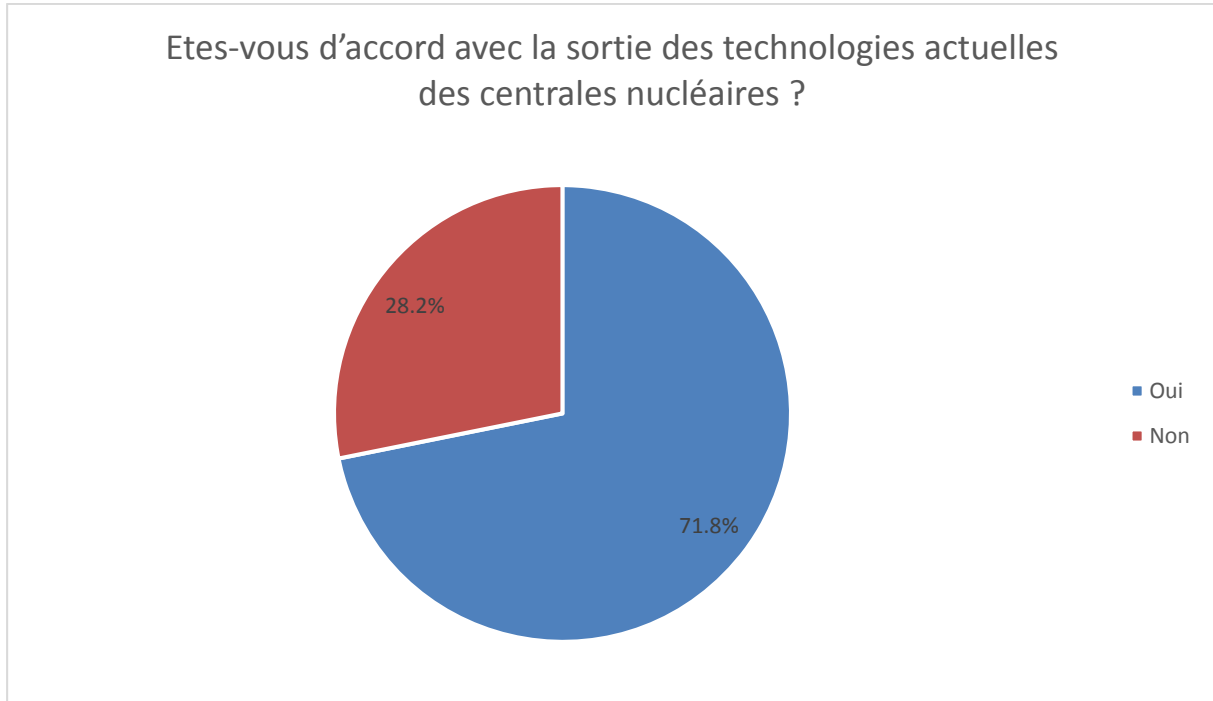
Les réglementations doivent être assouplies

73% des ingénieurs et architectes souhaitent que les strictes réglementations suisses (protection du paysage, droit d'opposition, entre autres) soient assouplies au profit de la production d'énergie, si cela s'avère nécessaire pour la transition énergétique. 27 % seulement sont d'avis contraire.

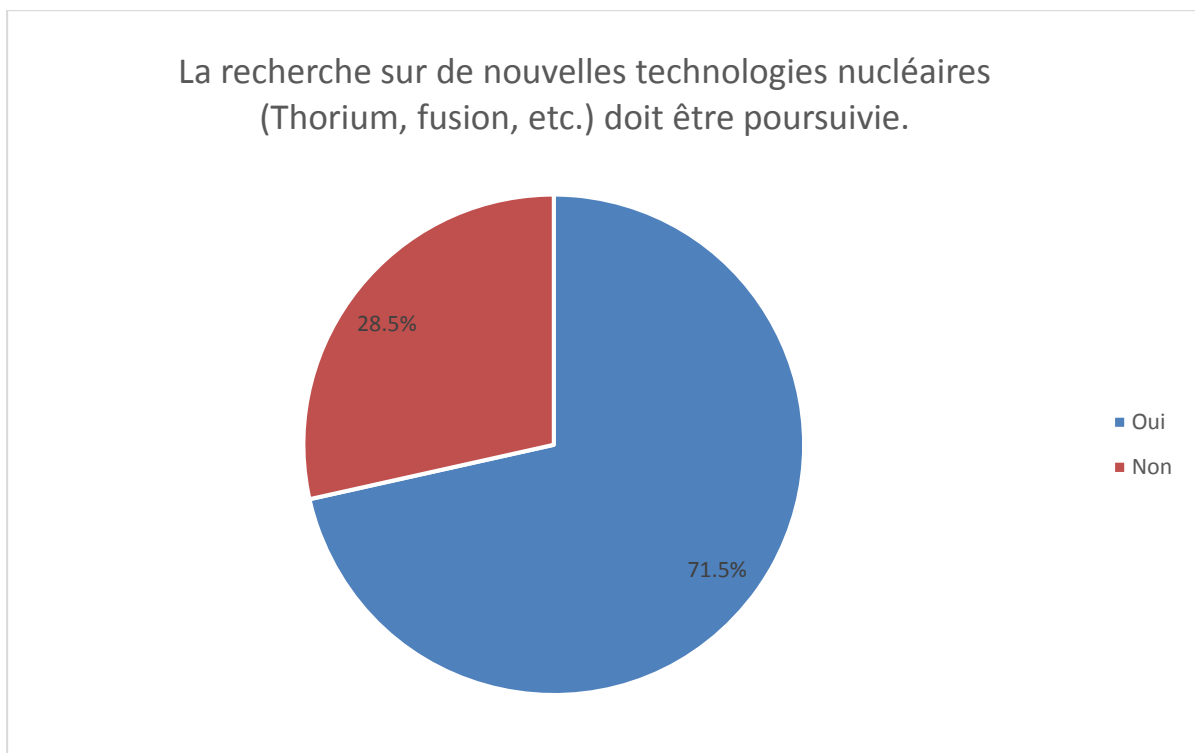


Technologie nucléaire actuelle et développement futur

Près des trois quarts des participants sont d'accord avec une sortie du nucléaire basé sur les technologies actuelles.

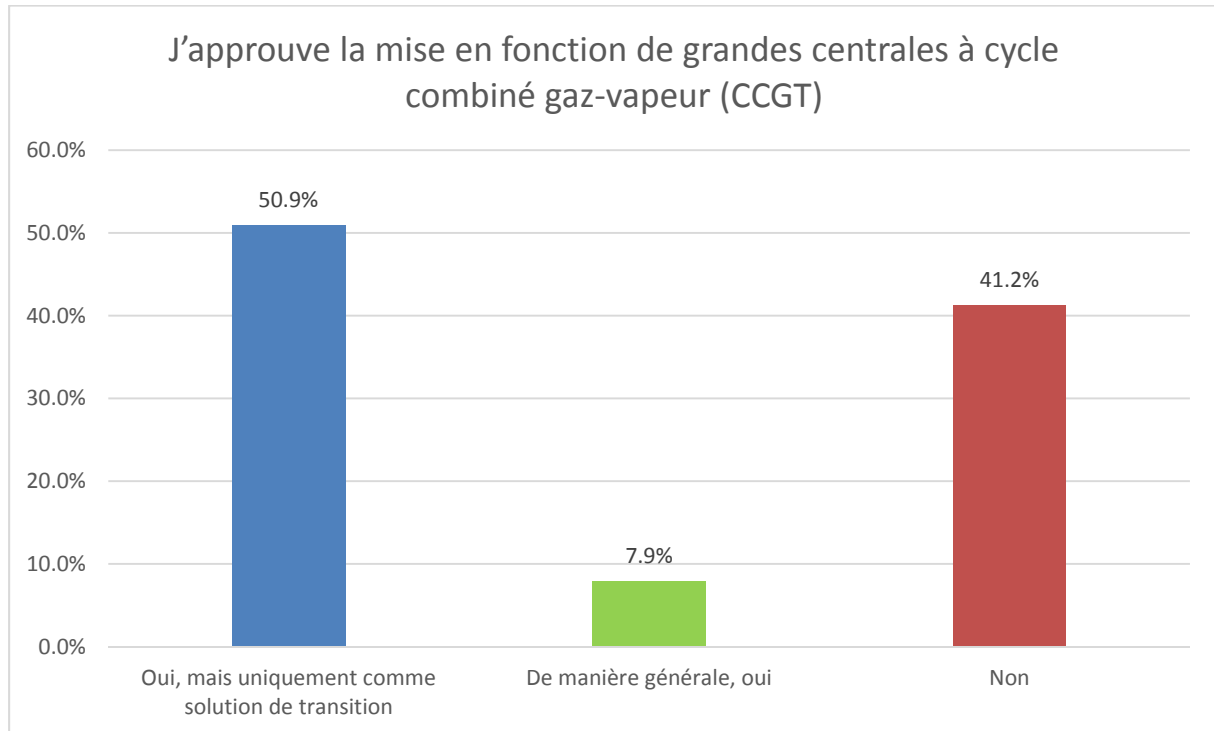


Malgré l'approbation générale pour une sortie du nucléaire, 72% souhaitent, que la recherche sur les nouvelles technologies nucléaires, comme le thorium ou la fusion, se poursuivent et ainsi aucune technologie ne soit exclue de la recherche.

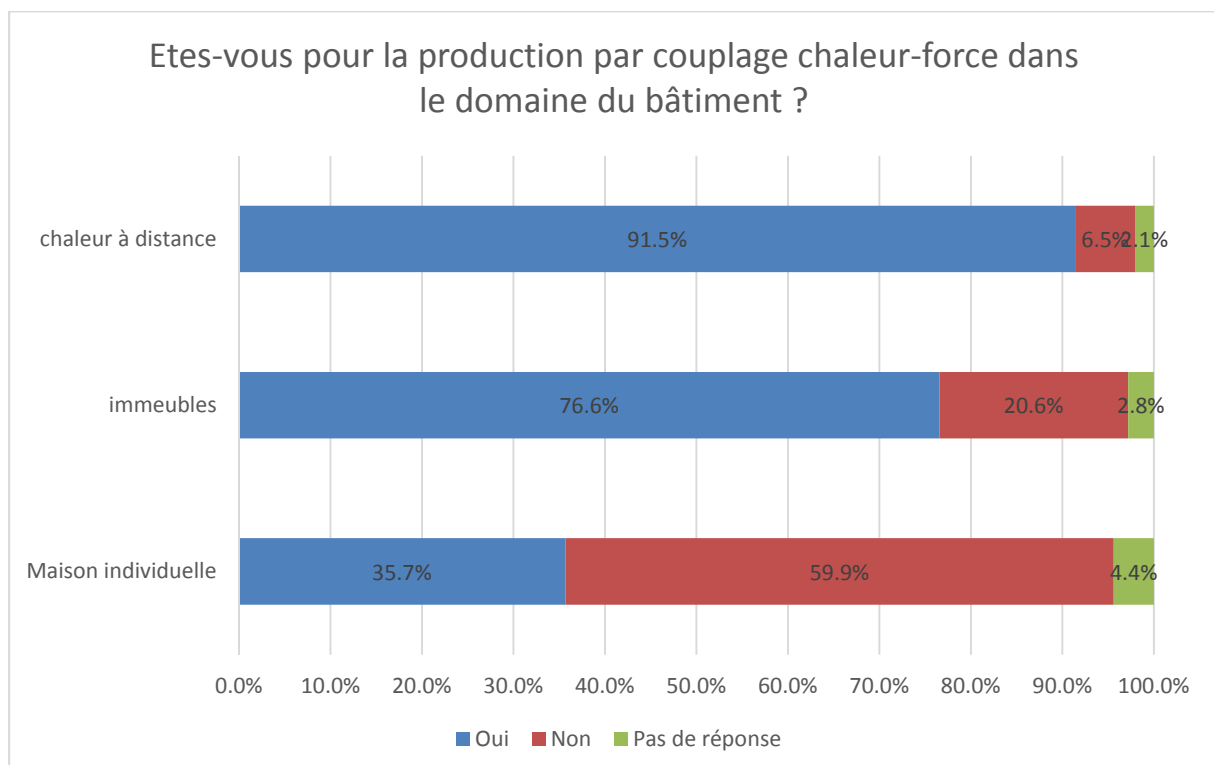


Les centrales à gaz pour la transition, les couplages chaleur-force plus souhaitables

Les ingénieurs ont une opinion partagée sur les centrales à cycle combiné gaz-vapeur. La moitié les accepte comme une solution de transition. Un peu moins sont en principe contre et très peu les considèrent comme souhaitables.



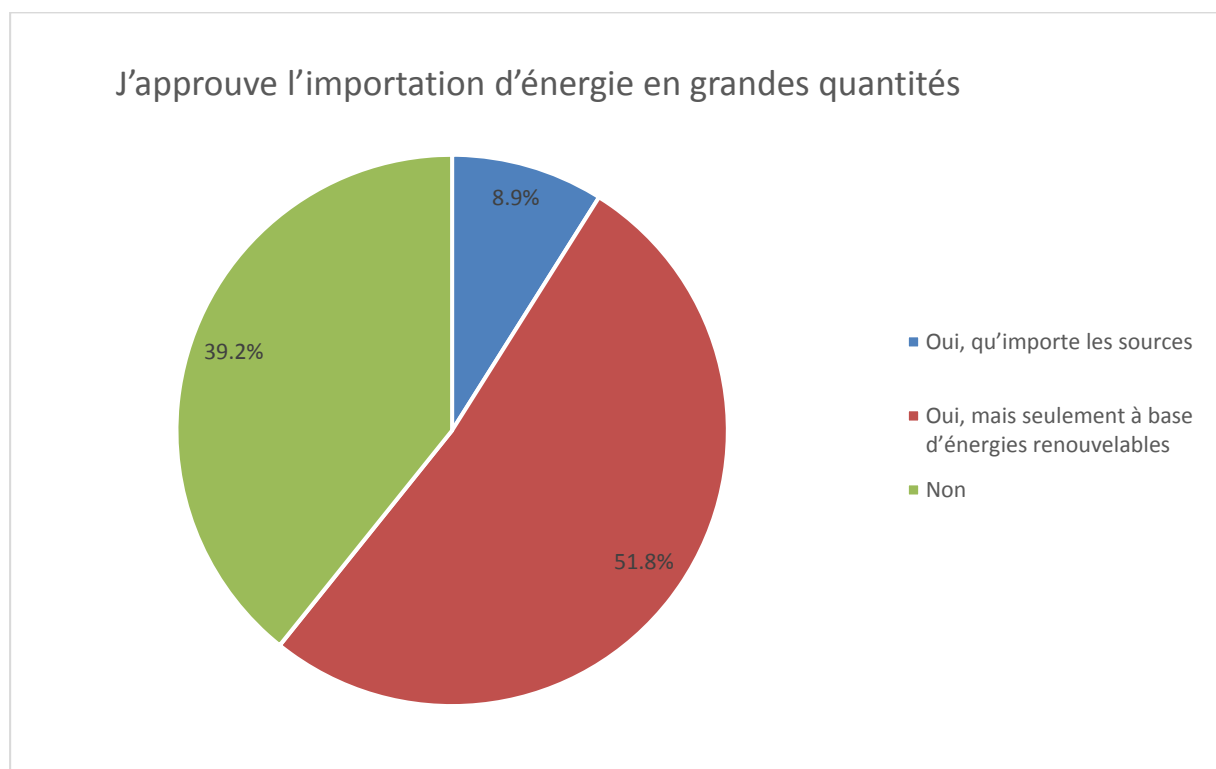
Pour les réseaux de chauffage à distance, la grande majorité des participants soutient la production par les couples chaleur-force. Pour les immeubles 70% sont aussi pour. 60% sont contre concernant les maisons individuelles.



Les importations d'électricité sont évaluées de manière critique

Ähnlich kritisch stehen die Architekten und Ingenieure den Stromimporten gegenüber. Ca. 40% wünschen, dass die Schweiz selbst so viel Strom erzeugt wie sie verbraucht, netto also keinen Strom importiert. Die Hälfte bejaht, dass eine Stromlücke durch Import gedeckt wird, aber nur wenn dieser aus erneuerbaren Quellen stammt. Nur 9% misst der Herkunft des zu importierenden Stromes keine Bedeutung bei.

Pour les importations d'électricité, l'opinion des participants est à peu près aussi critique. 40 % souhaitent que la Suisse produise elle-même autant de courant qu'elle en consomme, donc qu'elle n'en importe pas en solde net. La moitié accepte que l'insuffisance de courant soit couverte par des importations, mais seulement à base d'énergies renouvelables. Pour 9% l'origine et source des importations importe peu.

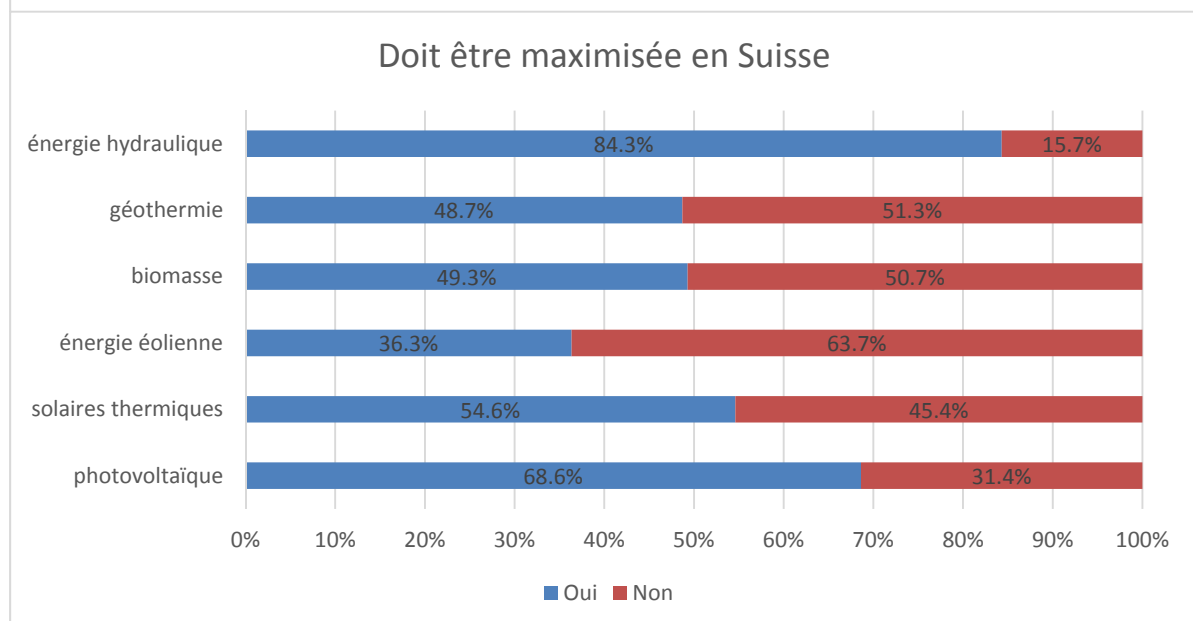
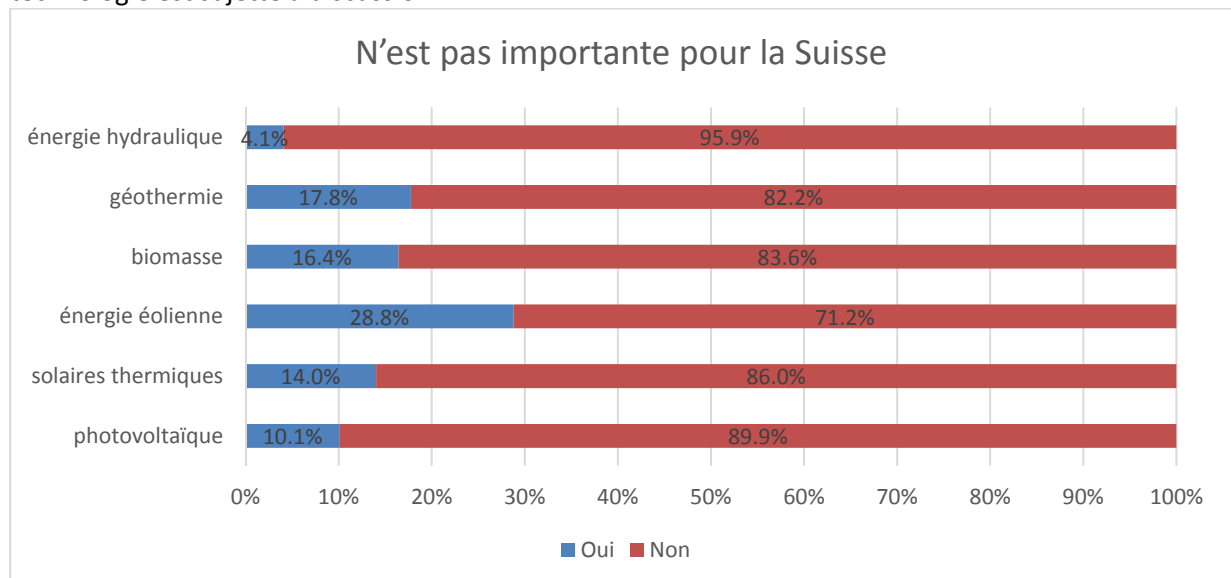


Les énergies renouvelables sont importantes pour la Suisse, mais ne contribuent pas toujours considérablement au remplacement des énergies fossiles et nucléaires.

Plus de la moitié des participants voit dans l'hydroélectricité et le photovoltaïque les seules sources pour un remplacement conséquent des centrales nucléaires. Il en va de même pour la mobilité, où l'hydroélectricité et le photovoltaïque sont aussi vus comme majeurs. Concernant les énergies fossiles pour le chauffage et la chaleur, 60% considèrent le solaire thermique et la géothermie comme de bons potentiels pour les remplacer.

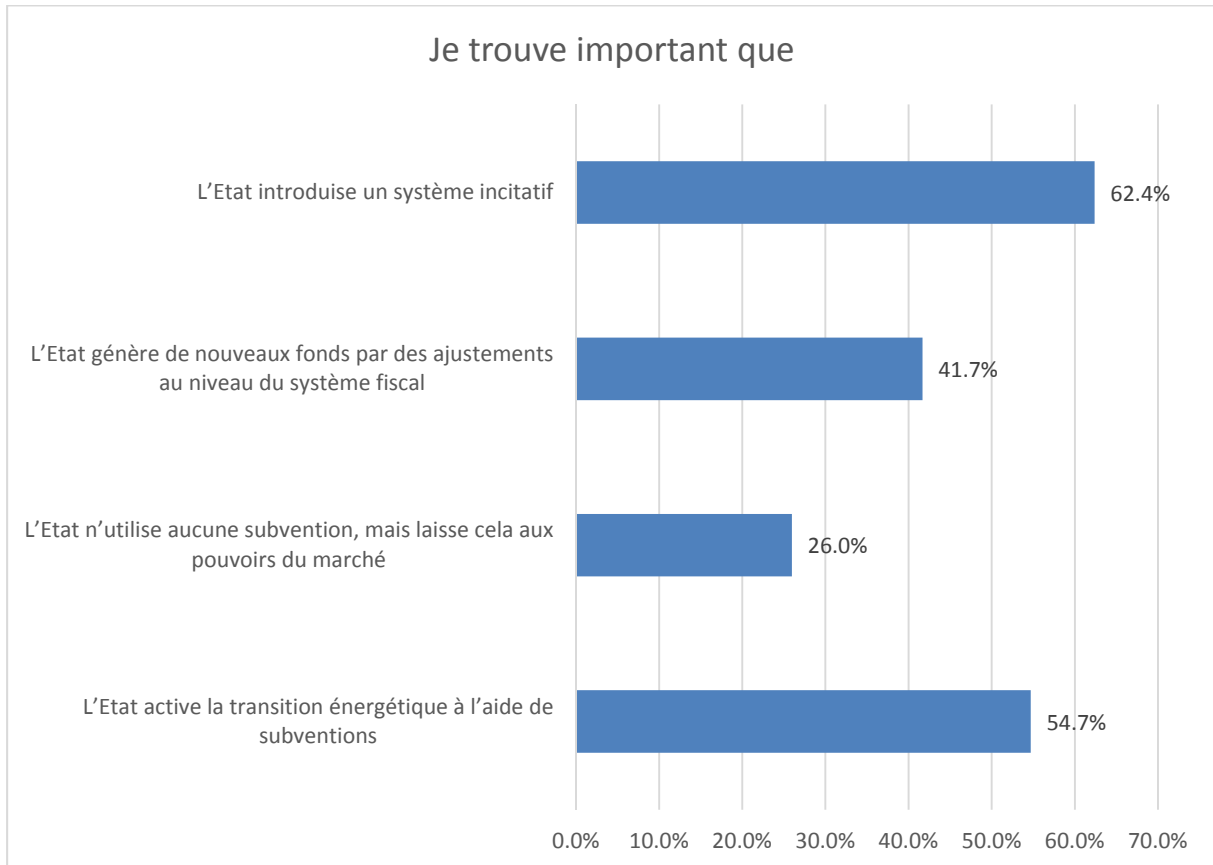
Le plus grand vecteur pour la Suisse est la force hydraulique : seulement 4% la considère comme peu importante, 85% estiment qu'elle doit être exploitée au maximum, et 6% la voient comme marginale à long terme.

Le résultat est quelque peu similaire pour le photovoltaïque. Dans l'ensemble les participants ingénieurs et architectes soulignent l'importance des énergies renouvelables, dont le potentiel est cependant souvent controversé. Pour la question quelle source d'énergie doit être maximisée, avec 36% de réponses positives, l'énergie éolienne est la plus contestée, ce qui laisse penser que cette technologie est sujette à discussion.



L'état doit développer des incitations

Les ingénieurs et architectes estiment, que la Confédération doit soutenir le tournant énergétique avec des aides financières (55%) et avec un système d'incitation (62%). Seulement 26% pensent qu'il faut laisser agir librement les mécanismes du marché. L'idée de la génération de fonds par ajustement fiscal est contestée (42%).



L'impact sur le marché du travail des ingénieurs est multiple

Plus de la moitié des participants n'ont pas d'inquiétude pour les postes d'ingénieurs dans le cas de l'adoption du premier paquet de mesures : 51% ne pensent pas que cela provoque des suppressions d'emploi, et 18% partent du principe que le premier paquet de mesures n'aura aucun impact sur ce plan. En revanche 40% estiment que des places de travail vont être créées grâce aux mesures, 19% l'estiment improbable. Plus de 60% prévoient avec les mesures une augmentation des prix de l'énergie, mais accompagnée d'un renforcement de la place innovation suisse. Concernant la dépendance de l'étranger avec les mesures, les avis des ingénieurs et architectes partagés, 26% voient une croissance de la dépendance, 40% estiment que non. Concernant la compétitivité de l'économie suisse, la majorité ne voit pas d'affaiblissement avec le paquet de mesures, 21% envisagent un affaiblissement. 46% estiment même voir un renforcement de la compétitivité grâce au paquet de mesures, 25% au contraire ne voient aucun gain de compétitivité.

